

[L'empowerment, nouvel horizon de la politique de la ville – article publié sur lemonde.fr](#)

LE MONDE | 07.02.2013 à 11h25 • Mis à jour le 07.02.2013 à 11h44 Par Sylvia Zappi



C'est le nouveau mot à la [mode](#) dans les cercles de la [politique](#) de la ville. *Empowerment*. Depuis quelques mois, travailleurs sociaux, associatifs, professionnels de la politique de la ville, élus, ne jurent plus que par ce terme venu d'outre-Atlantique. Le ministre de la ville François Lamy s'en est emparé en nommant à la coprésidence d'une mission sur la participation des habitants la sociologue Marie-Hélène Bacqué, spécialiste de l'« empowerment ».

Conscient que sa concertation sur la [réforme](#) de la géographie prioritaire ou l'installation de nouveaux contrats de ville ne suffiraient pas à [redonner](#) du souffle à une politique de la ville en bout de course, le ministre a décidé d'intégrer ce nouvel outil et ainsi d'[afficher](#) une politique de gauche qui ne coûte pas très cher.

L'empowerment semble devenu le nouvel horizon de la politique dans les quartiers. Il a fait l'objet d'un colloque de l'École nationale des travaux publics en 2012. Il fut au cœur de la contribution de [Jacques Donzelot](#) sur les [banlieues](#) pour Terra Nova, durant la campagne présidentielle. Le réseau Amadeus des directeurs de la politique de la ville a mis en place une mission pour [collecter](#) les expériences françaises. Même le très sérieux Conseil d'analyse stratégique s'est penché sur le sujet en septembre.

L'empowerment n'a pas de traduction adéquate – sinon le néologisme québécois « capacitation ». Venue des cités de Chicago dans les années 1930, reprise par les mouvements noirs et féministes dans les années 1970 puis par la campagne d'Obama en 2008, l'expression désigne le processus qui permet aux individus de [prendre](#) conscience de leur capacité d'[agir](#) et d'accéder à plus de [pouvoir](#). Devant le sentiment d'échec ressenti tant par les administrations ou les responsables de projets, l'envie de renouveau est patente. Les travailleurs sociaux s'interrogent sur leur utilité et cherchent d'autres formes d'interventions. « *On est au bout d'un cycle, celui où on imposait par le haut les politiques et projets aux habitants des cités. Il faut [revitaliser](#) et [accompagner](#) les dynamiques autonomes citoyennes* », dit Isabelle Fouché, coordinatrice du collectif [Pouvoir](#) d'[agir](#).

« RENDRE UNE VOIX ET DU [POUVOIR](#) AUX SANS-VOIX »

Quant aux associations, voilà des années qu'elles travaillent chacune dans leur coin et aspirent à [faire entendre](#) autrement la voix des habitants. Elles sont la preuve qu'existe un potentiel considérable dans les quartiers et elles demandent à ce qu'il soit reconnu. « *Beaucoup partagent cette idée de [redonner](#) de l'initiative et de repolitiser le débat dans les quartiers* », constate M^{me} Bacqué, qui copublie avec Carole Biewener *L'Empowerment, une pratique émancipatrice* (La Découverte, 160 p., 16 €), où elle explique comment « *rendre une voix et du [pouvoir](#) aux sans-voix* ».

Les expériences hexagonales sont encore peu nombreuses. Alors chercheurs et institutionnels scrutent la moindre action citoyenne dans les quartiers. Comme la mobilisation d'habitants de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) pour [faire reculer](#) le trafic de drogue. Ou ce collectif d'habitants de la Coudraie, à Poissy (Yvelines), qui a réussi à infléchir le projet de rénovation de la cité.

[Lire A Grenoble, bâtir un contre-pouvoir pour se faire entendre dans les cités populaires](#)

Autant d'initiatives qui permettent aux habitants de se [faire entendre](#) et de [prendre](#) confiance en leur force collective. En clair, de [construire](#) une conscience de quartier comme on parle de conscience de classe. Dans leur récent opus, *Refaire la cité* (Seuil-La République des [idées](#), 128 p., 11,80 €), les sociologues [Didier Lapeyronnie](#) et [Michel Kokoreff](#) assurent qu'il y a urgence à « *favoriser la constitution de collectifs s'érigeant en interlocuteurs incontournables et avisés* ».

L'affaire n'est pas si simple dans un pays au fonctionnement politique centralisé, universaliste et construit autour de la puissance publique. Les maigres tentatives de démocratie participative, les échecs patents de consultation citoyenne dans les villes comme la suspicion envers tout début de mouvement d'organisation en communauté ont montré que les institutions et les élus sont peu enclins à [partager](#) leur [pouvoir](#).

« ON N'EN PEUT PLUS DE CETTE PSEUDOCONCERTATION »

Il peut paraître encore plus étonnant de l'[invoquer](#) au sujet de la politique de la ville : la gestion des quartiers a donné depuis trente ans un système construit d'en haut par les techniciens de la ville et les politiques sans aucune interaction réelle avec les habitants des quartiers visés. « *On n'en peut plus de cette pseudoconcertation organisée toujours selon le même schéma – trois réunions, un PowerPoint et toujours les dix mêmes habitants à qui on demande un avis sur un projet déjà ficelé* », assure [David Bodinier](#), de l'Alliance citoyenne à Grenoble.

« *Depuis le début des années 1980, au lieu de [faire](#) de la place à ces quartiers dans la vie démocratique, c'est un véritable agenda anti-empowerment qui s'est mis en place à la faveur de l'institutionnalisation de la politique de la ville* », constate [Thomas Kirszbaum](#), chercheur associé à l'ENS de Cachan.

L'importation de l'empowerment pourrait [donner](#), selon qui le pilote, des choses aussi diverses qu'une participation citoyenne améliorée donnant un peu de légitimité aux institutions locales, une cogestion des problèmes publics ou un véritable contre-pouvoir indépendant. M. Lamy sait qu'il est attendu sur ce dossier. Sur le terrain, beaucoup sont sceptiques. Avec une demande qui revient en boucle : « *On attend enfin de [voir](#) reconnaître les habitants des quartiers non comme des cibles passives, mais comme des acteurs.* »

Sylvia Zappi